



SYNTHESE

Tous les chiffres sont à fin janvier 2017 sauf indications contraires

Reprise de l'économie mondiale entourée d'incertitudes

La croissance de l'activité économique mondiale devrait s'accroître en 2017 pour se situer à +3,4% après +3,1% en 2016. Toutefois, cette prévision reste entourée d'incertitudes, liées, notamment, (i) aux changements politiques intervenus aux Etats-Unis et attendus en Europe (France en particulier), (ii) au ralentissement en Chine et dans les grands pays du G20 (Royaume Uni, Allemagne, etc...).

Le regain de croissance mondiale proviendrait aussi bien des pays avancés (+1,9% contre +1,6% en 2016) que des économies émergentes et en développement (+4,5% après +4,1% en 2016).

Les **pays avancés** bénéficieraient du raffermissement de l'activité aux **Etats-Unis**. En effet, la croissance y est attendue à +2,3% contre seulement +1,6% en 2016, sous l'impulsion d'une politique de relance budgétaire basée sur des investissements massifs et la réduction significative des impôts qui libèrerait des marges pour l'investissement et la consommation privés.

La croissance du PIB de la **zone euro** est prévue à +1,6% en rapport avec la hausse de la consommation intérieure, des investissements et des exportations. Toutefois, ce taux est légèrement en deçà du niveau de +1,7% enregistré en 2016 du fait essentiellement de la décélération attendue en **Allemagne** (+1,5% contre +1,7%), en **Italie** (+0,7% contre +0,9%) et en **Espagne** (+2,3% contre +3,2%). En revanche, la croissance économique de la **France** en 2017 serait identique à celle de 2016 (+1,3%).

L'activité au **Royaume-Uni** ressortirait en progression de 1,5% moins vite qu'en 2016 (+2,0%). Ce ralentissement proviendrait de l'atonie des investissements des entreprises qui commercent avec la zone euro. Par ailleurs, la consommation des ménages pourrait être affectée par une hausse des prix des produits importés en rapport avec la dépréciation de la livre sterling.

Le PIB du **Japon** se maintiendrait en hausse (+0,8% contre +0,9%) grâce au nouveau plan de relance budgétaire d'un montant de 241 milliards d'euros. Ce plan devrait permettre d'améliorer la compétitivité des entreprises exportatrices qui souffrent de l'appréciation du yen et de redynamiser les activités agricoles et touristiques. En outre, ce plan devrait promouvoir les grands projets d'infrastructures.

Au niveau des **économies émergentes et des pays en développement**, le FMI prévoit une accélération de la croissance en 2017 (+4,5% après +4,1%). Ainsi, les économies du **Brésil** (+0,2% après -3,5% en 2016) et de la **Russie** (+1,1% après -0,6%) se redresseraient et l'**Inde** enregistrerait une croissance forte (+7,2%), en amélioration par rapport à la réalisation de 2016 (+6,6%). Toutefois, les perspectives sont assujetties aux

incertitudes, liées notamment au ralentissement de l'économie chinoise (+6,5% contre +6,7% en 2016) et aux risques liés à la conduite de politiques protectionnistes aux Etats-Unis.

La croissance de l'Afrique subsaharienne devrait s'établir à +2,8% en 2017 après +1,6% en 2016, en lien avec le redressement du PIB au Nigeria (+0,8% après -1,5%) et le rebond en Afrique du Sud +0,8% après +0,3%). Le Nigeria bénéficierait de la remontée des cours du pétrole brut tandis que l'Afrique du Sud, profiterait de la reprise du secteur agricole en raison des conditions climatiques plus favorables. S'agissant des pays non pétroliers, leur croissance serait alimentée par l'amélioration du climat des affaires et par l'intensification des investissements dans les infrastructures.

Embellie des cours des matières premières à l'exception du cacao

Le marché des matières premières enregistre, en glissement annuel, un rebond des cours moyens des principaux produits de base notamment, le café (+25,4%), le coton (+19,6%), le caoutchouc (+97,2%), l'huile de palme (+36,7%), le sucre (+43,4%), l'or (+8,7%), le pétrole brut (+78,2%), le supercarburant (+59,3%), le gasoil (+67,6%), et le riz blanchi (+3,6%) par rapport à janvier 2016. Cependant, les cours du cacao s'affichent en retrait de 25,6%.

S'agissant du pétrole brut, la remontée des cours observée à partir du mois de février 2016 se consolide en liaison avec l'accord conclu entre les principaux pays pétroliers pour limiter l'offre.

Il résulte de ces évolutions, une augmentation de 13,6% sur un an de l'indice Moody's des matières premières.

Poursuite de la dépréciation de l'euro

Sur le **marché des changes**, l'euro continue de se déprécier face au dollar américain (-2,3%), au yen (-4,8%) et au rand sud-africain (-18,9%). Par contre, la monnaie européenne s'est renforcée vis-à-vis du yuan renminbi (+2,5%) et de la livre sterling (+14,1%).

La dépréciation de l'euro par rapport au dollar s'explique par le relèvement des taux d'intérêt aux Etats-Unis, tandis que la BCE maintient une politique monétaire plus accommodante.

Bonnes perspectives de croissance en 2017 au plan national

L'environnement économique reste favorable malgré les chocs enregistrés en début d'année portant sur la commercialisation du cacao et les revendications salariales et sociales. Les contraintes liées à la commercialisation du cacao ont été résolues. Par conséquent, les stocks en région et au niveau des ports s'amenuisent progressivement. Les préoccupations salariales et

sociales des militaires et fonctionnaires ont été résolues en majeure partie et un dialogue social est en cours pour aplanir les différends résiduels.

L'activité économique sera soutenue par les investissements, dans le cadre de la poursuite de l'exécution du PND 2016-2020 qui devrait atteindre son rythme de croisière en 2017. En outre, le Gouvernement reste engagé dans la mise en œuvre de réformes en faveur du climat des affaires et portant notamment sur la dématérialisation des actes et services administratifs. Ainsi, le mois de janvier a enregistré l'opérationnalisation de la télé-déclaration des impôts et taxes.

Les réalisations à fin janvier 2017 comparées à celles de 2016 se présentent comme suit.

Le **secteur primaire** enregistre une progression des productions des principales cultures d'exportations notamment le coton graine (+3,6%), la banane (+51,7%) et l'ananas (+46,4%). Toutefois, la récolte de noix de cajou s'affiche en retrait de 57,7%, reflétant l'impact des perturbations climatiques du dernier trimestre 2015 et du premier trimestre 2016. La nouvelle campagne de commercialisation qui débute à la mi-février 2017 permettra d'inverser la baisse observée.

Le **secteur secondaire** devrait bénéficier en 2017 de la poursuite de la mise en œuvre de la politique industrielle et des retombées d'initiatives engagées pour l'accroissement de l'offre d'électricité. La consommation d'électricité de haute et moyenne tension enregistre une hausse de 7,3%, dénotant de la bonne santé de l'activité industrielle.

Dans le **secteur tertiaire**, les évolutions des différentes composantes sont contrastées au mois de janvier 2017. En effet, l'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) du commerce de détail croît de 11,0% en termes nominaux. Au niveau du transport, le nombre de voyageurs commerciaux dans l'aérien (+13,9%) et le transport terrestre (+8,1%) augmentent tandis que le trafic global de marchandises dans le maritime (-8,1%) et le ferroviaire (-10,1%) se contracte sensiblement.

A fin janvier 2017, **les prix à la consommation** ressortent en hausse de 1,1% en glissement annuel, sous l'effet des produits alimentaires (+2,4%) et des produits non alimentaires (+0,6%). La détente sur les prix des produits alimentaires se poursuit après la flambée observée au deuxième trimestre 2016.

Le **marché de l'emploi**¹ dans le secteur formel moderne enregistre une création nette de 35 441 emplois sur un an, soit un accroissement de 4,1% de l'effectif des salariés. Cette évolution favorable est attribuable à la fois au secteur privé (+4,6% ; +31 152 emplois) et au secteur public (+2,2% ; +4 289 emplois).

Les **finances publiques** sont caractérisées par un niveau de recouvrement des recettes totales et dons de 342,9 milliards de FCFA et une exécution des dépenses totales et prêts nets évaluée à 276,5 milliards de FCFA en retrait respectivement de 2,5% et 3,3%.

Il se dégage un solde budgétaire et un solde primaire de base tous deux excédentaires respectivement de 66,4 milliards de FCFA et de 89,9 milliards de FCFA.

Les **échanges extérieurs** de marchandises en commerce spécial hors biens exceptionnels sont marqués par le renforcement en valeur des exportations (+17,8%). Par contre, les importations (-13,1%) ressortent en baisse, en raison du repli des achats de biens d'équipement (-55,0%). Le solde commercial ressort excédentaire de 278,7 milliards.

La **situation monétaire** est caractérisée par une augmentation des crédits intérieurs nets de 21,6% en lien avec l'accroissement aussi bien des crédits nets à l'économie (+17,1%) que de la position nette du Gouvernement (+35,4%). En revanche, les avoirs extérieurs nets ressortent en repli (-6,1%). Il en résulte un accroissement de la masse monétaire de 13,1%.

Le flux des **misés en place de crédits ordinaires** s'élève à 275,0 milliards de FCFA au mois de janvier 2017, en hausse de 3,7% en glissement annuel.

Sur le **marché financier**, malgré le repli de l'indice BRVM composite (-4,2%), la capitalisation boursière s'affiche en nette hausse (+10,5%) et le volume de transaction augmente de 39,7%.

En conclusion, l'activité économique devrait rester vigoureuse en 2017, grâce à l'accélération de la mise en œuvre du PND 2016-2020. Les mesures en faveur de la transformation de la production agricole devraient favoriser le développement de chaînes de valeur, le dynamisme de l'agriculture et la création d'emplois décents.

Par ailleurs, l'accélération des investissements portuaires devrait permettre d'accroître la célérité des opérations et renforcer la compétitivité des ports. L'ensemble de ces actions devraient conduire à terme à l'atteinte des objectifs de croissance en 2017.

¹ Données de la Solde et de la CNPS

Réalizations sectorielles à fin janvier 2017, comparées à celles à fin janvier 2016

Secteur réel

L'activité progresserait en 2017, tirée à la fois par les secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Secteur primaire*Bonne dynamique des cultures d'exportation*

Dans le **secteur primaire**, l'agriculture d'exportation se redresse après la contraction enregistrée en 2016 du fait des perturbations climatiques intervenues au dernier trimestre 2015 et au premier trimestre 2016. Ainsi, les données disponibles révèlent, en glissement annuel, une progression des productions de coton, de banane et d'ananas au mois de janvier 2017.

Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation (en tonnes)

(en tonnes)	01 mois 2016	01 mois 2017	Variation(%)
Noix de cajou	5 775	2 601	-57,7
Ananas	3 024	4 429	46,4
Banane	39 024	43 360	51,7
Coton graine	90 061	93 295	3,6

Source : DGE, OPA, MINADER

La production d'**ananas** s'affiche en hausse de 46,4% pour atteindre 4 429 tonnes. La filière ananas devrait se consolider, en relation avec les actions prévues dans le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA). Il s'agit notamment de l'appui à l'amélioration des outils de production et à la commercialisation.

S'agissant de la **banane**, elle poursuit sa tendance à la hausse (+51,7%) avec une production de 43 360 tonnes. Cette culture continue de bénéficier des retombées de la mise en œuvre du plan de relance de la filière.

La production de **coton** se redresse en ce début d'année avec un accroissement de la production de 3,6%. La filière devrait subir des changements majeurs avec la mise en œuvre effective du décret portant sur le zonage agro industriel. Elle bénéficierait du relèvement du prix d'achat au producteur de 15 FCFA et de la distribution

d'intrants de qualité. Pour la campagne 2016-2017, les prix d'achat du coton graine sont fixés à 265 FCFA pour le coton de 1^{er} choix et 240 FCFA pour celui de deuxième choix.

S'agissant de la **noix de cajou**, elle enregistre un repli de la production de 57,7% qui s'explique par le timide démarrage de la commercialisation. En effet, les paysans ont préféré attendre l'annonce du nouveau prix minimum d'achat aux producteurs qu'ils prévoyaient à la hausse, pour vendre leur production. Ce prix fixé à la mi-février 2017 se situe à 440 FCFA contre 350 FCFA la campagne précédente. Par conséquent, la baisse observée en janvier 2017 devrait rapidement se résorber.

Par ailleurs, la poursuite de la mise en œuvre de la réforme de la filière permettra d'accroître le rendement et la qualité des noix de cajou notamment par (i) la formation et l'encadrement des producteurs d'anacarde, (ii) la mise en œuvre du programme national d'amélioration des produits de l'anacardier et (iii) la poursuite des activités de recherche.

La production d'**huile de palme** serait en hausse d'environ 20% en 2017, grâce à la mise en œuvre des réformes qui portent sur la régulation, le contrôle et le suivi des activités. Il s'agira d'améliorer la gouvernance, la productivité et la compétitivité de la filière.

La filière café-cacao est confrontée à la baisse des cours du cacao sur le marché international en raison de la surabondance de l'offre, selon le récent rapport de l'Organisation Internationale du Cacao (ICCO). En effet, un excédent d'offre de 264 000 tonnes est prévu pour la saison 2016-2017 qui a débuté en octobre 2016. Ainsi, les cours du cacao sont passés de 3 326 USD la tonne au mois d'août 2016 à 2 196 USD la tonne en janvier 2017. En dépit de la chute des cours, le Conseil du Café-Cacao a maintenu le prix aux producteurs à 1 100 FCFA jusqu'à la fin de la campagne principale en mars 2017, conformément au mécanisme de garantie des prix aux

producteurs. La production est prévue en augmentation de 10,1% sur l'année 2017.

Dans l'ensemble, l'agriculture bénéficierait en 2017, d'une bonne pluviosité ainsi que de la poursuite des actions en faveur de l'accroissement de la production et de l'amélioration de la qualité.

Secteur secondaire

Activité industrielle en hausse

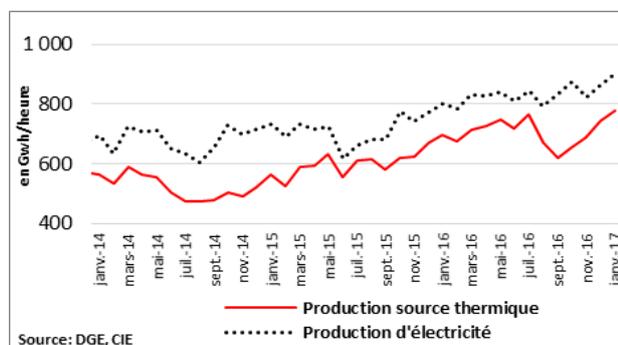
Le secteur secondaire devrait bénéficier en 2017 de la poursuite de la mise en œuvre de la politique industrielle portant sur le développement de la production, l'appui à la compétitivité, l'amélioration de la qualité, la lutte contre la contrefaçon ainsi que le renforcement et le développement des infrastructures industrielles.

A fin janvier 2017, la production d'électricité s'établit à 901 Gwh, en accroissement de 12,9% par rapport au mois correspondant de 2016. Cette orientation favorable est attribuable à la fois à l'énergie de source thermique (+13,3%) et à celle de source hydraulique (+10,6%).

L'électricité de source hydraulique bénéficie de la bonne disponibilité en eau des barrages.

Quant à l'énergie de source thermique, elle tire profit de l'optimisation des capacités de production installées. Ainsi, une hausse de production est observée au niveau des centrales thermiques d'AZITO ENERGIE (+6,7%), de CIPREL (+14,5%) et d'AGGREKO (+14,2%).

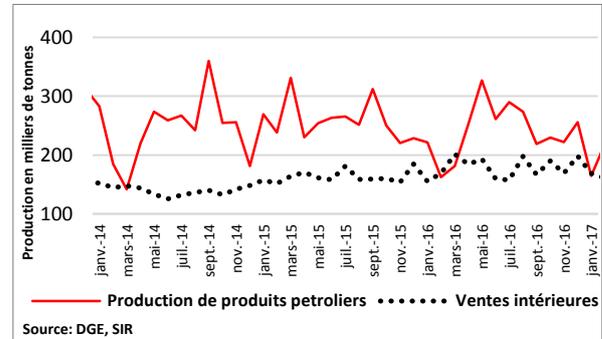
Graphique 1: Production et consommation d'électricité



La production de l'électricité devrait connaître une réelle embellie avec la prochaine livraison à fin mars

2017 du barrage hydroélectrique de Soubré qui augmentera les capacités installées de 275 mégawatts.

Graphique 2: Production et vente de produits pétroliers



S'agissant des produits pétroliers, la production se contracte de 25,8% pour s'établir à 164 388,5 tonnes. Elle est affectée par l'incendie survenue, au début du mois de janvier 2017, dans l'unité 87 de distillation hydrocraqueur qui permet le traitement du pétrole brut lourd. En attendant la remise en état de l'hydrocraqueur, le Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) est dans l'obligation d'acheter du pétrole brut léger pour la production de produits pétroliers.

Par ailleurs, pour satisfaire la consommation intérieure en hausse de 20,9%, la SIR a puisé dans ses stocks de produits finis.

Secteur tertiaire

Evolution contrastée dans le secteur tertiaire

Dans le secteur tertiaire, le commerce de détail et les activités des transports aérien et terrestre sont bien orientés tandis que les trafics de marchandises dans le maritime et le ferroviaire reculent.

Evolution atone du trafic maritime dans le transport

Le **transport aérien** continue de se comporter favorablement. Ainsi, le nombre total de voyageurs commerciaux progresse de 13,9% par rapport à janvier 2016. Cette évolution est en relation avec la bonne tenue du trafic dans la CEDEAO (+22,9%), le reste de l'AFRIQUE (+6,8%) et avec l'EUROPE (+13,0%). En

revanche, le trafic intérieur accuse une contraction de 1,6% en lien avec les récents remous sociaux.

Dans le **transport terrestre**, les activités devraient évoluer favorablement, en liaison avec la hausse de la consommation de gasoil (+8,1%).

Au niveau du **transport maritime**, les statistiques du Port Autonome d'Abidjan (PAA) qui représente plus de 80% de l'activité portuaire, font état d'une contraction de 8,1% du trafic global des marchandises par rapport aux réalisations de janvier 2016. Les activités du PAA subissent le recul à la fois des importations (-11,3%) et des exportations (-0,1%). Ces évolutions reflètent les retraits du transbordement (-49,8%) et du transit (-33,0%) tandis que le trafic national augmente de 2,4% grâce à la progression des marchandises générales (+9,9%). Le repli du transit observé en 2016 se poursuit et traduit une moindre fréquentation des ports par les opérateurs économiques des pays de l'hinterland. La Côte d'Ivoire gagnerait à mener des actions en vue de l'amélioration de la compétitivité de ses ports.

Concernant le **transport ferroviaire**, les activités subissent la baisse du transit et la concurrence du transport routier qui bénéficie largement du bon état des routes. Ainsi, le volume de marchandises transportées se chiffre à 68 159 tonnes, en repli de 10,1% par rapport à janvier 2016.

Globalement, le secteur du transport devrait se renforcer en 2017, en lien avec la réception d'infrastructures routières, la mise en état d'infrastructures ferroviaires et le développement du transport fluvio-lagunaire dans le district d'Abidjan.

Maintien du dynamisme dans les TIC

Le dynamisme du secteur des **télécommunications** observé depuis plusieurs années se poursuivrait en 2017. Cette embellie proviendrait de l'utilisation aussi bien du trafic voix que des autres produits de télécommunications notamment la 3G, la 4G, l'internet fixe et les transferts d'argent. Aussi, la poursuite des

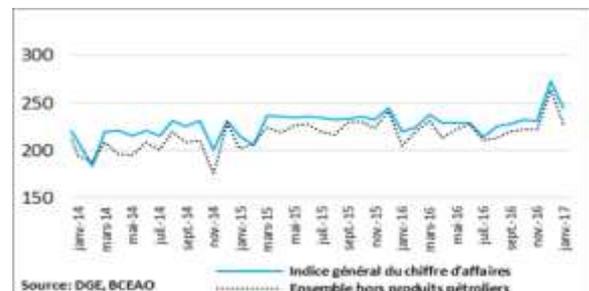
investissements dans la téléphonie fixe, la téléphonie mobile et l'internet permettront de consolider la croissance dans ce secteur.

Bonne tenue du commerce de détail

L'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) du commerce de détail, enregistre une augmentation des ventes de 11,0% en termes nominaux par rapport à janvier 2016. Cette consolidation des affaires est imputable à la bonne tenue des ventes dans les différents secteurs tels que les « produits pétroliers » (+10,9%), les « produits de l'alimentation » (+44,9%), les « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées » (+7,9%), ainsi que les « produits divers » (+15,3%).

Toutefois, cette hausse du chiffre d'affaires est amoindrie par le reflux des ventes des « articles d'équipements de la personne » (-8,0%), des « produits d'équipement du logement » (-13,1%) et des « produits pharmaceutiques et médicaux » (-0,1%).

Graphique 3: Evolution de l'indice du chiffre d'affaires



Hors produits pétroliers, l'indice du chiffre d'affaires augmente de 11,1%.

Hausse modérée des prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation s'est accru de 1,1% en glissement annuel, au mois de janvier 2017. Cette évolution résulte de la hausse des prix des produits alimentaires de 2,4% et des produits non alimentaires de 0,6%.

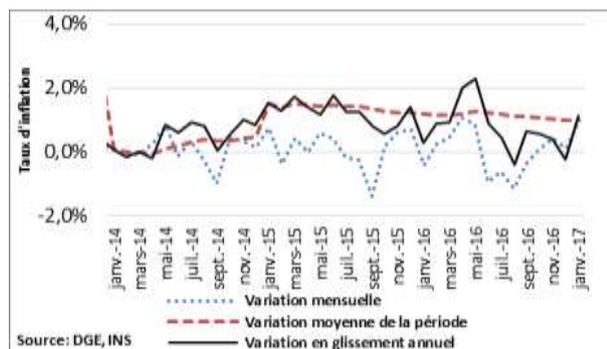
Les principaux produits à la base de la hausse des prix des produits alimentaires sont : les « tubercules et plantains » (+24,2%), les « légumes frais » (+9,9%), les

« huiles et graisses » (+3,7%), les poissons (+2,1%) et les viandes (+2,3%). En revanche, il est noté une baisse des prix des produits comme les « lait-fromages-œufs » (-2,0%) et les fruits (-12,4%).

Pour ce qui concerne les produits non alimentaires, l'évolution des prix résulte de la hausse des prix des postes « articles d'habillement et chaussure » (+1,9%), « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+1,8%), santé (+0,7%), enseignement (+1,7%) et de la contraction des prix du transport (-2,2%) ainsi que de la communication (-1,3%).

En moyenne annuelle, l'inflation se situe à 0,8% largement en dessous du plafond de la norme communautaire de 3%.

Graphique 4 : Evolution des taux d'inflation



Au total, l'inflation serait modérée en 2017, grâce notamment au dynamisme de la production vivrière et à l'amélioration du ravitaillement des marchés.

Augmentation du nombre de travailleurs salariés

Dans le secteur moderne, l'emploi enregistre un accroissement de 4,1% du nombre de travailleurs correspondant à une création nette de 35 441 emplois. Cette augmentation est induite principalement par le secteur privé qui totalise 704 587 salariés, en progression de 4,6%, soit une création nette de 31 152 emplois. De même, l'Administration publique connaît une hausse de l'effectif de 2,2% correspondant à une création nette de 4 289 emplois.

La mise en place de la Stratégie de Relance de l'Emploi (SRE) et la Politique Nationale de l'Emploi (PNE) par le Gouvernement, devrait contribuer à la promotion de la création d'emplois décents et durables. Par ailleurs, les actions de l'Agence Emploi Jeune concernant la formation, la sensibilisation ainsi que l'organisation de plateformes de rencontres entre les jeunes diplômés et le secteur privé, permettront de favoriser l'accès des jeunes aux emplois.

Finances Publiques

Les **finances publiques** enregistrent un niveau de recouvrements des recettes totales et dons de 342,9 milliards de FCFA en baisse de 2,5% par rapport à janvier 2016. Il en est de même des dépenses totales et prêts nets en retrait de 3,3% pour se situer à 276,5 milliards de FCFA.

Bonne mobilisation des recettes fiscales

Le faible niveau de recouvrement des recettes et dons s'explique par la non mobilisation des dons en janvier 2017. Par contre, il est à noter une nette amélioration des recouvrements des recettes fiscales qui ont atteint 295,1 milliards de FCFA, en hausse de 7,1%.

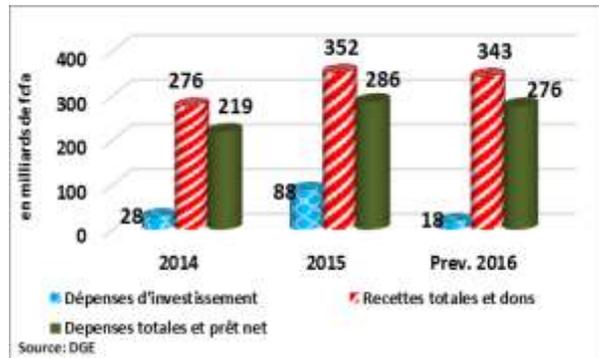
Faible exécution des dépenses d'investissement

La moindre exécution des dépenses totales et prêts nets, par rapport à janvier 2016, provient principalement d'une sous exécution des dépenses d'investissement de 70,0 milliards de FCFA.

Soldes excédentaires

Il découle de ces évolutions un solde budgétaire et un solde primaire de base excédentaires respectivement de 66,4 milliards de FCFA et de 89,9 milliards de FCFA. Un recours au marché monétaire et financier d'un montant global de 97,7 milliards de FCFA ajouté au solde budgétaire a permis d'apurer une partie des restes à payer des fournisseurs de 2016 ainsi que les dettes arrivées à échéance.

Graphique 5 : Principaux agrégats des finances publiques à fin janvier



Echanges extérieurs

Bonne orientation des exportations

Les **échanges extérieurs** en commerce spécial et hors biens exceptionnels se caractérisent, en glissement annuel, par un accroissement en valeur des exportations (+17,8%) et une contraction des importations (-13,1%). Il en découle un solde commercial excédentaire de 278,7 milliards de FCFA contre 100,9 milliards de FCFA l'année précédente. Le taux de couverture des importations par les exportations, quant à lui, se situe à 161,9%. Par ailleurs, il est enregistré une amélioration des termes de l'échange de 11,9% consécutive à une hausse des prix à l'exportation (+3,5%) et une baisse des prix à l'importation (-7,5%).

L'accroissement des exportations est attribuable aux ventes des produits primaires (+26,5%) qui enregistrent une hausse des volumes (+21,6%) et des prix (+4,0%). La performance des produits primaires en valeur provient des produits de l'agriculture industrielle et d'exportation particulièrement le café vert (+33,3%), le coton masse (+21,4%), le caoutchouc (+69,6%) et le cacao fèves (+13,2%). Elle bénéficie également de la bonne tenue des produits miniers dont l'or (+61,4%) et le pétrole brut (+125,0%) qui tirent avantage de la hausse à la fois des quantités et des prix.

Par contre, les exportations de produits transformés se contractent de 1,1% sous l'effet du recul des ventes de

cacao transformé (-8,6%) et du café transformé (-46,0%).

S'agissant des importations, leur contraction émane des biens d'équipement (-55,0%), en particulier des machines mécaniques (-17,0%), des machines électriques (-51,2%) et des « matériels de transport, navigation maritime » (-98,6%). Toutefois, ces contractions sont atténuées par les évolutions positives des biens de consommation (+2,9%) et des biens intermédiaires (+8,5%) notamment, des poissons (+1,7%), du blé tendre (+32,0%), du pétrole brut (+33,3%) et des « fer, fonte, acier et ouvrages en acier » (+10,6%).

Situation monétaire et financière

Hausse du financement bancaire

La situation monétaire est caractérisée par une augmentation de la masse monétaire de 13,1% (+979,2 milliards) pour se situer à 8 472,8 milliards, sous l'effet de la consolidation des crédits intérieurs nets et de la contraction des avoirs extérieurs.

Les avoirs extérieurs nets ressortent à 1 900,3 milliards de FCFA, en repli de 6,1% (-123,3 milliards de FCFA). Cette évolution reflète le solde déficitaire de l'ensemble des échanges avec l'extérieur (biens, services, revenus, etc...).

Les crédits intérieurs nets s'établissent à 7 019,2 milliards de FCFA, enregistrant un accroissement de 21,6% qui concerne à la fois le crédit net à l'économie et la Position Nette du Gouvernement (PNG).

La PNG connaît une augmentation de 35,4% (+499,3 milliards de FCFA) qui traduit les besoins croissants de financement des projets structurants de l'Etat.

La hausse des crédits nets à l'économie de 17,1% (+747,0 milliards de FCFA) dénote de la confiance du système bancaire en l'économie ivoirienne. Cet accroissement provient de tous les types de crédits à

savoir ceux de court terme (+4,8%), de moyen terme (+30,7%) et de long terme (+58,4%).

Cette évolution favorable est confortée par la progression des nouvelles mises en place des crédits ordinaires de 3,7% (+9,7 milliards de FCFA) par rapport à janvier 2016 pour se chiffrer à 275,0 milliards. La hausse des nouvelles mises en place concernent particulièrement les crédits de trésorerie (+24,7 milliards de FCFA), les crédits d'équipement (+5,8 milliards de FCFA) et les crédits immobiliers (+3,7 milliards de FCFA). A l'inverse, les mises en place des crédits de consommation (-7,2%) et des autres crédits (-17,3%) baissent.

La durée moyenne des crédits a augmenté de 5,1 mois (16,9 mois en janvier 2017 contre 11,8 mois en janvier 2016), confirmant le dynamisme des crédits à moyen et long termes. Cette évolution a impacté le taux moyen des crédits qui est ressorti à 6,3%, en hausse de 0,4 point de pourcentage par rapport à son niveau de janvier 2016.

Graphique 6: Principaux agrégats monétaires (en milliards de FCFA)



Hausse de la capitalisation boursière

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) affiche une augmentation de la capitalisation boursière tandis que les indices BRVM composite et BRVM 10 se contractent.

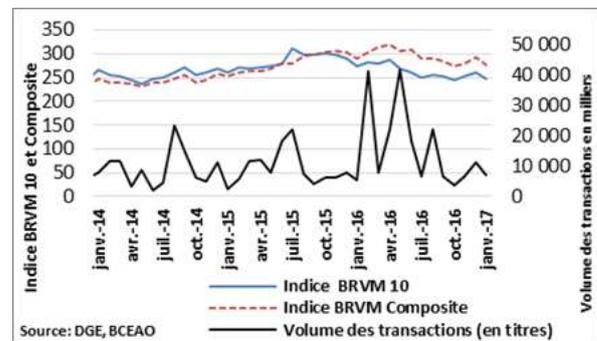
La capitalisation boursière s'est établie à 9 819,3 milliards de FCFA, en accroissement de 10,5% sous l'effet à la fois de la capitalisation du marché des actions (+2,6%; 7 334,0 milliards de FCFA) et de celle du

marché des obligations (+42,9%; 2 485,3 milliards de FCFA).

Par contre, les indices BRVM composite et BRVM 10 reculent respectivement de 4,2% et 9,6%. L'indice BRVM composite subit la contraction de la majorité des indices sectoriels notamment celui de l'industrie (-14,0%), des services publics (-2,4%), des finances (-5,6%), de la distribution (-9,1%) et des autres secteurs (-37,1%). Néanmoins, ces baisses sont atténuées par l'évolution favorable des indices du transport (+0,5%) et de l'agriculture (+22,0%) liée à la bonne santé des entreprises cotées.

Au niveau des transactions, le volume transigé (nombre de titres échangés) a enregistré une hausse de 39,7% pour s'établir à 7 258 554 titres pour une valeur de 17,2 milliards de FCFA. Ces transactions se sont déroulées avec un ratio moyen de liquidité de 23,63%. Quant au taux de rendement moyen du marché, il s'est situé à 4,0% avec une prime de risque qui recule de 1,7%.

Graphique 7: Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



La BRVM, avec la mise en œuvre du compartiment 3 consacré aux Petites et Moyennes Entreprises (PME), devrait se développer davantage et contribuer fortement au financement de l'économie.

En conclusion, l'activité économique devrait rester vigoureuse en 2017, grâce à l'accélération de la mise en œuvre du PND 2016-2020. Les mesures en faveur de la transformation de la production agricole devraient favoriser le développement de chaînes de valeur, le

dynamisme de l'agriculture et la création d'emplois décents.

Par ailleurs, l'accélération des investissements portuaires devrait permettre d'accroître la célérité des opérations et renforcer la compétitivité des ports. L'ensemble de ces actions devraient conduire à terme à l'atteinte des objectifs de croissance en 2017.

Flash conjoncture à fin janvier 2017

Tableau de bord

	Variation en glissement annuel										Variations en glissement (cumul de la période)
	avr.-16	mai-16	juin-16	juil.-16	août-16	sept.-16	oct.-16	nov.-16	Dec-16	Jan-17	
INTERNATIONAL											
Cours du cacao	-28,8%	-27,1%	-22,3%	-19,3%	-1,9%	-2,1%	3,3%	4,5%	43,5%	-25,6%	-25,6%
Cours de l'euro par rapport au dollar	6,8%	8,0%	0,9%	-5,8%	-8,8%	-12,1%	-15,2%	-25,6%	-31,6%	-2,3%	-2,3%
ACTIVITE NATIONALE											
Primaire											
Agriculture d'exportation											
Cacao*			-32,5%			-45,0%			6,0%		
Café*			-51,2%			34,5%			0,0%		
Coton	-97,1%	-100,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	25,2%	3,6%	3,6%
Anacarde	-35,3%	-5,2%	3,1%	15,3%	290,8%	884,0%	81,4%	111,3%	-74,5%	-57,7%	-57,7%
Secondaire											
IHPI global	13,8%	13,9%	11,4%	1,2%	11,0%	4,1%	-3,0%	0,4%	-1,1%		
IHPI hors extraction	5,2%	7,6%	3,6%	-5,4%	9,0%	2,2%	0,7%	0,3%	-0,5%		
BTP	12,8%	-4,3%	-17,0%	-16,3%	12,3%	5,1%	-18,2%	5,4%	3,3%		
Production d'électricité	15,4%	16,2%	31,2%	28,2%	15,9%	22,3%	13,2%	11,0%	12,0%	12,9%	12,9%
Production de produits pétroliers	9,6%	28,7%	-0,7%	9,1%	8,8%	-30,0%	-8,2%	0,7%	11,8%	-25,8%	-25,8%
Pétrole brut	108,6%	75,6%	92,2%	57,4%	26,5%	17,0%	-25,5%	1,1%	-7,4%		
Gaz naturel	10,3%	10,8%	22,3%	19,8%	8,7%	-3,4%	-2,4%	6,3%	3,9%		
Tertiaire											
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	-2,8%	-2,5%	-2,7%	-8,9%	-3,3%	-2,3%	-1,6%	-0,5%	11,6%	11,0%	11,0%
Total voyageurs aérien	13,2%	3,9%	-1,6%	15,0%	13,1%	15,2%	26,4%	23,0%	23,4%	13,9%	13,9%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	3,9%	2,9%	12,3%	3,7%	-8,6%	-18,5%	-0,8%	-6,9%	-11,5%	-10,1%	-10,1%
Echanges extérieurs²											
Exportation en valeur	-12,2%	-5,8%	-4,2%	-15,1%	-2,0%	-13,0%	-25,9%	9,0%	0,3%	17,8%	17,8%
Importation en valeur	-8,1%	-13,4%	7,7%	-8,3%	8,1%	4,0%	-6,6%	-45,8%	-19,0%	-13,1%	-13,1%
Solde commercial	159,42	69,97	51,72	-38,63	59,16	-11,95	5,08	223,69	335,89	278,78	278,78
Solde commercial FOB/FOB	226,58	142,26	129,42	34,73	119,51	52,26	64,03	290,56	398,15	353,88	353,88
Financement											
Position net du gouvernement	29,1%	16,6%	31,4%	4,4%	9,1%	5,0%	17,0%	8,9%	27,8%	35,4%	35,4%
Crédit net à l'économie	21,2%	21,8%	20,4%	18,9%	19,6%	17,7%	21,1%	21,0%	15,4%	17,1%	17,1%
Crédit net à moyen	31,1%	30,4%	30,9%	24,4%	25,0%	25,2%	26,1%	25,6%	26,3%	30,7%	30,7%
Crédit net à long terme	57,7%	59,4%	82,7%	46,1%	51,9%	49,7%	76,3%	72,4%	51,0%	58,4%	58,4%
Avoir extérieur net	-7,3%	-7,9%	-10,9%	-10,8%	-13,1%	-9,8%	-14,0%	-6,5%	-9,1%	-6,1%	-6,1%
Finances publiques											
Recettes totales	16,3%	26,9%	-5,0%	19,6%	14,9%	18,3%	22,9%	0,8%	-37,6%	-2,5%	-2,5%
Dépenses totales	-7,9%	28,5%	2,9%	-0,7%	104,2%	35,4%	0,4%	0,1%	34,4%	-3,3%	-3,3%
Investissement public	-17,9%	134,3%	52,5%	-8,6%	705,0%	37,8%	13,1%	-34,8%	55,8%	-80,0%	-80,0%
Solde budgétaire global ³	-100,23	11,46	-57,70	-96,95	-240,15	-69,41	-80,73	-54,95	-106,67	66,38	66,38
Prix à la consommation											
Indice harmonisé des prix à la consommation	2,0%	2,3%	0,9%	0,5%	-0,4%	0,7%	0,6%	0,4%	-0,2%	1,1%	1,1%
Emploi											
Salariés secteur formel	7,2%	6,3%	6,2%	5,5%	5,2%	4,9%	5,0%	4,4%	4,4%	4,1%	4,1%
Salariés secteur formel privé	7,3%	6,4%	6,5%	5,7%	5,5%	5,1%	5,3%	4,6%	4,7%	4,6%	4,6%

¹ Valeurs en milliards de FCFA, Hors biens exceptionnels

³ Niveau en milliards

*Données trimestrielles